

et de l'hôtellerie seulement, et pas pour des raisons monétaires. Rédiger un communiqué en termes brefs, pour préparer public aux conséquences.

M. Kobelt: DMF a fait de grosses commandes à GB, en partie pas payées. Fera peut-être ainsi des économies. – Ne rien décider pour le moment. Préparer le public aux conséquences possibles.

M. de Steiger: L'initiative no 2³ prévoit suppression contrôle des prix. Montrer au public les avantages du régime.

M. Rubattel: Evénements confirment bien-fondé de notre politique d'après-guerre. J'ai déjà songé aux mesures à prendre en cas de dévaluation.

M. Petitpierre: Savoir que répondre au Gouvernement britannique. Dire, dans le communiqué: aujourd'hui le CF ne voit pas de motifs de dévaluer. Sinon, liquidation d'obligations et achats d'or.

M. Rubattel: Charger Zehnder, Hotz et Iklé de rédiger projet de communiqué⁴.

M. Petitpierre: Prendre contact avec gouvernement britannique avant de le mettre en cause dans communiqué.⁵

[...]

3. Il s'agit de l'initiative populaire Retour à la démocratie directe, acceptée en votation populaire le 11 septembre 1949, cf. FF, 1949, vol. 101, II, p. 585.

4. Sur l'acceptation du communiqué, cf. le procès-verbal des délibérations du Conseil fédéral de la 62^e séance du 23 septembre 1949. Non reproduit. Pour le texte du communiqué, cf. E 2001(E)1967/113/727.

5. Pour les délibérations du Conseil fédéral sur la question de la dévaluation de la livre, cf. aussi les procès-verbaux des délibérations du Conseil fédéral du 23, 30 septembre (62^e resp. 64^e séance), 4 et 7 octobre (65^e resp. 66^e séance) 1949. Non reproduits. Cf. aussi E 2001(E)1967/113/10.

13

E 2800(-)1967/59/89

[DoDiS-8737]

*Le Chef du Département politique, M. Petitpierre,
au Ministre de Suisse à La Haye, R. Kohli*

Copie

L

Berne, 21 septembre 1949

Je vous confirme les entretiens que j'ai eus avec vous au sujet de votre transfert à Belgrade.

Le Conseil fédéral, en vous appelant à ce poste¹, considère qu'il vous manifeste sa confiance. En effet, pour un temps indéterminé, Belgrade devient un centre d'observation politique de tout premier ordre. Au surplus, si l'évolution actuelle continue dans les Balkans, les problèmes d'ordre économique qui se

1. La nomination de R. Kohli a eu lieu le 24 octobre 1949, cf. PVCF N° 2003 du 24 octobre 1949, E 1004.1(-)/1/510.